

QUAND LA SPÉCULATION AMPLIFIE LES CRISES

La flambée des cours mondiaux de l'alimentation menace à nouveau la sécurité alimentaire dans le monde. Selon la FAO, les prix des denrées alimentaires ont augmenté en moyenne de 30 % rien qu'en 2022¹. Une situation alarmante qui n'est pas sans rappeler la crise alimentaire de 2008, à laquelle s'ajoute la spéculation sur les marchés financiers.

Selon Olivier De Schutter, rapporteur spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté, « la véritable cause de la hausse des prix est le fait des bulles spéculatives, c'est l'explication essentielle de l'augmentation des prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux »². La crise alimentaire est moins liée à un manque de stock de grains au niveau mondial qu'à une crise des prix. « Alors qu'avant le début de la guerre en Ukraine, il y avait déjà 150 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave, on en dénombre aujourd'hui 280 millions », ajoute-t-il.

Pour Sena Adessou, secrétaire général de l'ONG Inades-Formation, les retombées de la financiarisation du commerce alimentaire sont palpables en Afrique. « Il y a une véritable flambée des prix des denrées de consommation de masse. Soja, maïs, sucre, pain, la plupart des prix ont augmenté de 10 % à plus de 100 %. En Côte d'Ivoire : l'attiéké [plat traditionnel à base de manioc] est passé de 100 à 200 FCFA. Au pays du maïs, le Burkina Faso, son prix a presque doublé. » D'après lui, il est nécessaire d'instaurer une régulation au niveau international en commençant par remettre en cause la place des marchés financiers mondiaux en matière d'alimentation. « Ils n'ont pas à décider de ce qu'il y a dans nos assiettes. »³ Pour mémoire, la part des importations alimentaires en Afrique de l'Ouest a augmenté ces dernières années pour le riz, le blé,

le sucre, les viandes, les produits laitiers, ou encore les huiles, rendant les consommateurs vulnérables aux fluctuations des prix sur les marchés internationaux.⁴

Le scandale des profiteurs de la faim

Pour Karine Jacquemart, directrice générale de l'ONG Foodwatch France, « il faut réglementer, interdire les spéculateurs de la faim qui n'ont rien à faire sur ces marchés »⁵. En lançant une pétition pour stopper la spéculation excessive sur les denrées alimentaires, l'ONG pointe du doigt les mécanismes de la spéculation alimentaire et dénonce le manque de transparence sur ces marchés. Qui sont les personnes et les entreprises responsables de cette situation ? « Il y a des bourses des matières premières, dont les céréales, notamment à Chicago et à Paris. Avec la guerre en Ukraine, des milliards d'euros et de dollars ont afflué dans des fonds qui spéculent sur la nourriture. Ces investisseurs achètent en prévision d'une tension du marché et d'une montée des prix. Leur but ? Revendre au plus haut prix. »⁶

Pour Anabelle Couleau, professeure à l'Université EAFIT de Medellin (Colombie)⁷, « les prix des marchés agricoles physiques peuvent être affectés, d'une part par le choc de l'offre et de la demande, mais aussi par la spéculation, notamment celle

des *high frequency traders*, de nouveaux types de spéculateurs qui remplacent progressivement les *traders* classiques. Ce type de trading consiste à transmettre des ordres sur les marchés financiers automatiquement et à très grande vitesse, sans intervention humaine, à l'aide de programmes informatiques, transformant ces *traders* en véritables « profiteurs de la faim ». Et les conséquences sont graves ». Selon elle, « pour chaque augmentation d'1 % des prix de l'alimentation sur le marché international, 10 millions de personnes tombent dans la précarité alimentaire ».

Sortir l'alimentation des marchés à terme

L'enquête menée par l'ONG Lighthouse Reports intitulée « Les profiteurs de la faim » est sans appel : « l'échec des régulateurs à introduire des règles strictes concernant la spéculation sur les marchés des matières premières est en partie responsable de la situation actuelle »⁸. Pour l'organisation Foodwatch, il faut lutter contre les activités spéculatives des puissants investisseurs qui parient sur la faim. « Il est temps que l'UE et les gouvernements mettent en place un encadrement efficace contre ces boursicotages », déclare Karine Jacquemart, directrice générale de l'ONG Foodwatch France.

Financer les filières pourvoyeuses d'emplois

Pour l'économiste togolais, Kako Nubukpo, le crédit bancaire continue d'être dirigé vers le négoce, caractéristique d'une « économie de traite ». Les dirigeants africains devraient plutôt penser au marché intérieur et, en premier lieu, à l'économie réelle. Les secteurs de l'agriculture et de la transformation agroalimentaire sont les principaux pourvoyeurs d'emplois de l'Afrique subsaharienne. De plus, la création de valeur ajoutée localement est essentielle pour briser le cercle vicieux de la pauvreté.⁹

Or, l'émergence d'une classe moyenne urbaine ouest-africaine suscite la convoitise de grandes entreprises étrangères, qui veulent s'implanter sur le créneau de la transformation des produits locaux et risquent de concurrencer des milliers de petites entreprises. La structuration et la professionnalisation du

secteur de l'intermédiation constituent un enjeu majeur. Il y a donc un passage compliqué à gérer : pour suivre la structuration du secteur agroalimentaire, sans pour autant aller trop vite dans l'industrialisation, de façon à permettre aux petites entreprises de rester sur le marché. Difficile mais pas impossible ! L'Inde, par exemple, a été très attentive à la création d'emplois dans les métiers de l'agroalimentaire. Elle a beaucoup encouragé les petites entreprises, parce qu'elle était sensible à la promotion de l'entrepreneuriat.¹⁰

Mais les entrepreneurs des filières agroalimentaires locales se heurtent à de grandes difficultés de financement. Les moyens de répondre aux exigences des consommateurs ne sont pas donnés au secteur agroalimentaire ouest-africain foisonnant, souvent informel. D'un côté, les banques commerciales interviennent rarement auprès des TPE et PME, et encore plus rarement sur les filières locales. De l'autre, l'alternative que représentent les institutions de microfinance n'offre qu'une réponse partielle et insuffisante aux besoins de financement des producteurs, des transformateurs et des commerçants souhaitant s'engager dans un processus d'agrandissement (pour viser d'autres segments, sortir de l'informel, embaucher, ou même simplement atteindre l'équilibre financier). Pour répondre à ces enjeux, il est nécessaire pour le secteur financier d'inventer de nouveaux outils afin de pouvoir intervenir de façon adaptée dans le monde rural, et en particulier dans les chaînes de valeurs agroalimentaires locales.¹¹

¹ FAO et al., L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable, 2022. ² De Schutter O. (propos recueillis par Lechien A.), « Famine et guerre en Ukraine : la spéculation est "l'explication essentielle" de la hausse des prix, selon Olivier De Schutter », rtbf.be, juin 2022. ³ Gibbs M., et al., L'impact de la spéculation financière sur la crise des prix alimentaires [Colloque], Crise alimentaire : fatalité ou scandale ?, 2022. ⁴ (dir.) Quet-Viéville A., « Partenariats entre producteurs et entreprises agro-alimentaires », Grain de Sel, 2021. ⁵ « L'impact de la spéculation financière ... », ibid. ⁶ Foodwatch, Les spéculateurs de la faim sont de retour, foodwatch.org, 2022. ⁷ « L'impact de la spéculation financière ... », ibid. ⁸ Lighthouse Reports, The Hunger Profiteers, 2022. ⁹ Nubukpo K., L'Urgence africaine. Changeons le modèle de croissance !, 2019. ¹⁰ Bricas N. (propos recueillis par Eloy D.), « L'intermédiation est un enjeu stratégique », Les batailles du consommateur local, 2019. ¹¹ CFSI, Quel appui financier aux filières agroalimentaires locales en Afrique de l'Ouest ? Un état des lieux, 2021.